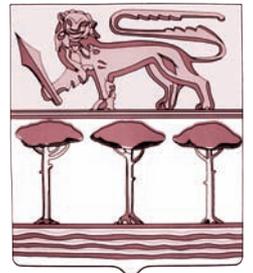




N° CPPAP 100-57
Septembre 2005 N°50
Suppl. au journal "Le Travail"

PS Anglet



Ma e pignada per m' ayda

BULLETTIN SOCIALISTE D'INFORMATION
Directeur de la publication : J.-P. VOISIN

Editorial



Libéralisme et liberté

Le libéralisme, c'est plus de liberté pour certains et plus de précarité, plus d'angoisse, et donc moins de liberté pour la majorité, en particulier pour les plus démunis et les plus fragiles.

L'actualité récente pointe cette évidence. Les Etats-Unis, symbole du libéralisme avancé, sont confrontés à une catastrophe naturelle dont le gouvernement se refusait, pour des raisons économiques, à accepter la prévision. Faute de règles, de services publics performants, le pays s'embourbe et la solidarité ne peut donner sa mesure.

Plus près de chez nous, on ne compte plus les drames récents liés à la pénurie de logements, au refus d'un traitement solidaire des problèmes de l'immigration, à la cécité voulue des nantis face à la nouvelle pauvreté. Cette nouvelle pauvreté, c'est la mise en pratique des politiques libérales qui l'a faite naître.

Trop d'Etat tue l'Etat. Certes. Mais pas assez d'Etat tue des hommes, disloque des familles, casse des ressorts économiques, précarise emplois, retraites, et accès aux soins.

Moins d'Inspecteurs du travail, c'est plus d'abus et d'arbitraire. Moins d'enseignants, c'est un fossé qui se creuse entre la France qui peut et la France qui pourrait.

Et pour couronner le tout, les nouveaux contrats de première embauche, ou comment se demander en partant au travail si l'on ne sera pas licencié dans la journée. Pour créer la confiance, Monsieur le Premier Ministre, chapeau !

On peut multiplier les exemples. Les 100 jours de Mr de Villepin ont été 100 coups fourrés pour aller vers plus de libéralisme. Et pourtant son ennemi intime Mr Sarkozy trouve qu'il ne va pas assez vite, pas assez loin... C'est aussi ce que pensent les élus de l'UMP locale, attentifs à décliner dans les choix municipaux ces principes libéraux.

Oui, la seule liberté que garantit le libéralisme économique, c'est la liberté d'aller chercher ailleurs travail, logement, éducation ou maison de retraite.

Guy Mondorge, Secrétaire de section
Conseiller Municipal

Non à la suppression du bureau de Poste à Blancpignon

Depuis 2003, conformément à la politique menée par les gouvernements Raffarin puis Villepin, des menaces pèsent sur de nombreux bureaux de postes. Celui de Blancpignon est ainsi menacé de fermeture.

Jean Espilondo a jusqu'à ce jour réussi à éviter le pire. Mais par grignotages successifs, et avec la complicité de la majorité municipale qui n'a pas ouvert la bouche pour défendre ce bureau, l'administration tente de le faire disparaître. Les horaires d'ouverture au public étaient déjà fortement réduits. Aujourd'hui on annonce en plus deux après-midi complètes de fermeture. Mort lente programmée !

C'est inacceptable ! Jean Espilondo est intervenu dès le 8 septembre auprès de la direction de la poste pour exiger qu'elle renonce à ce projet. Nous appelons la population de Blancpignon et Montbrun à la mobilisation, en attendant de chasser du pouvoir ceux qui bradent nos services publics de proximité.



la Poste de Blancpignon est menacée

Le BAB en manque Les Landes en profitent

Flairant le bon coup, J.M. BERKMANS, président de la CCI de Bayonne et l'entrepreneur B. ETCHART ont récemment acheté une propriété de 435 hectares à ANGOUMÉ, dans le sud des landes. Pourquoi ?

Le dynamisme économique de la côte basque commence à se heurter à un problème majeur : Il n'y a pas de terrains disponibles pour implanter les nouvelles entreprises et construire des logements pour leurs salariés. Face à ce défi, la classe politique locale semble frappée d'impuissance. Ou plutôt, a fait sienne la pire loi du libéralisme, celle du «laisser faire», laissant pour compte tout plan cohérent de développement.



Maison ouvrière à Blancpignon. La spéculation chasse aujourd'hui les ouvriers et les employés d'Anglet.

Les SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) sont en panne, les Plans Locaux d'Urbanisme – comme celui d'Anglet – font preuve de malthusianisme et de manque d'imagination (ce n'est pas nous qui le disons mais les hauts fonctionnaires chargés par M. SARKOZY de poser un diagnostic) et le logement social, malgré les beaux discours, est volontairement oublié. Le problème est difficile à traiter ? Certes, mais là où il faudrait courage et détermination nous ne voyons qu'attentisme frileux et refus de bouger. Pourquoi, par exemple, les outils permettant la maîtrise foncière des opérations d'urbanisme - préemption, ZAC, ZAD- sont-ils négligés par nos élus ? Parce qu'ils n'en ont pas la volonté politique (rendez-vous électoraux obligent).

Pendant ce temps le département des Landes, à majorité socialiste, agit avec réalisme. Les communes s'ouvrent à une urbanisation maîtrisée et le Seignanx se dote d'un parc d'activité de 300 hectares. 55% des entreprises intéressées par ce site seraient originaires du pays basque, en particulier du BAB.

MM. BERKMANS et ETCHART, en observateurs bien informés, spéculent donc sur le développement de l'agglomération bayonnaise au nord de l'Adour. Tant mieux pour nos amis landais qui récoltent les fruits d'une politique cohérente et volontariste. Et tant pis pour la CABAB. Car nous craignons que, profitant de l'impéritie de nos élus, nos voisins ne récupèrent ainsi les entreprises et les forces vives de la côte basque ; et les taxes qui vont avec ! Il nous restera les retraités aisés venus d'ailleurs, attirés par la douceur de vivre du Pays Basque, le tourisme, ses paillettes et ses emplois saisonniers...

Les élus politiques locaux qui nous gouvernent laissent s'échapper l'emploi comme ils ont laissé s'instaurer le "laisser faire" dans l'aménagement urbain. Plus personne ne peut aujourd'hui accepter ce renoncement.

ÇA Y EST NOUS AVONS UN MAIRE !

Formidable ! Si nous devons en croire les propos tenus il y a peu à Sud-Ouest par M. Villenave, celui-ci vient de finir son apprentissage. Et oui! après environ 5 ans de mandat, il avoue qu'il a enfin pris la mesure de sa tâche. Sans commentaire.

M. VILLENAVE JOUE LES COQUETTES

Après la révélation des plaisirs de sa charge suite aux 5 dures années d'apprentissage, le voilà prêt à tout. Et oui il va peut-être se représenter. Il se tâte, il ne sait pas ? peut-être oui peut-être non ? Il joue un remake des cantonales. Il se peut qu'il connaisse le même résultat.

CITATIONS TONTAINE ET TONTON

M.Villenave a un conseiller en communication, cela se voit ! Dès son arrivée, nous avons eu droit au magnifique sondage bidon payé par les Angloys. Mais encore depuis cette arrivée, M.Villenave agrémente tous ses discours de citations. Nous avons connu un temps où M.Gracianette le faisait avec un certain naturel et une certaine classe. Nous n'avons pas eu droit à un tel étalage qui risque de vite épuiser le dictionnaire bien connu des citations.

La deuxième partie du mandat s'annonce culturelle.

Une opération de propagande

La «consultation citoyenne» (sic) organisée cet été par la majorité municipale n'était qu'une opération de propagande. Démonstration.

Chères réponses.

Les élus de l'opposition n'ont pas été invités à préparer la consultation des anglois. Ils n'ont appris son existence que par une lettre du Maire datée du 14 juin. Pourquoi un tel secret ?

Plus inquiétant encore : cette initiative n'a fait l'objet d'aucune délibération. Qui a décidé ? Le Maire et sa garde rapprochée. **Qui paye ? Vous bien sûr !** Combien ça coûte ? Cher. 28 000 euros selon le Maire, beaucoup plus selon nos estimations, de l'ordre de



Vue de la rue de Beaulieu. Quel urbanisme voulons-nous pour Anglet ?

40 000 euros. Cette enquête aurait recueilli 1034 réponses, ce qui compte tenu des moyens déployés est assez dérisoire. Et faites vous-même le calcul : **la réponse coûte 38 euros !** Chère, très chère enquête.

Les questions que l'on ne vous a pas posées

Gouverner, c'est choisir. M. Villenave a choisi par exemple de ne pas réaliser une deuxième maison de retraite publique qui manque tant aujourd'hui à Anglet. Si vous n'êtes pas d'accord avec ce refus **vous ne pouviez pas le dire : pas prévu dans le questionnaire.**

L'urbanisme voulu par la municipalité qui privilégie les petits immeubles de standing est-il conforme à l'attente des anglois, et aux besoins des jeunes ménages ? Est-ce ce choix que vous voulez ? **Vous ne pouviez pas le dire : pas prévu dans le questionnaire.**

Voilà deux questions, parmi beaucoup d'autres (PLU, voirie, emplois...) qui auraient pu ouvrir un vrai débat. C'est sans doute pour cela que vous ne les avez pas trouvées.

Vous n'avez trouvé dans cette enquête que des questions fermées qui visaient à justifier la politique conduite par M. Villenave.

L'enquête est actuellement dépouillée par un cabinet spécialisé (l'institut parisien WAY, choisi comment ?) qui remettra ses conclusions au Maire, et à lui seul. Celui-ci en fera ce qu'il voudra. **Le petit nombre de réponses recueillies par la municipalité montre d'ores et déjà que les anglois ne se sont pas prêtés à cette opération de vile propagande.**

Mise au point : de l'amalgame au mensonge

Robert Lagareste, selon l'UMP locale, aurait parlé en conseil municipal des «jeunes à risque» du quartier de la Butte aux cailles.

Et l'UMP, qui sait de quoi elle parle, s'étonne de ce dérapage, qui serait aussi indigne que le «Karcher» de M. Sarkozy. La vérité est toute autre : Robert demandait qu'un éducateur soit affecté dans ce quartier qu'il connaît bien – ses petits enfants y vivent - évoquant simplement un «quartier à risque». Ce n'est pas la même chose !

Après Jacques Veunac, c'est l'UMP qui par l'amalgame et le mensonge cherche à jeter le discrédit sur un militant qui a consacré la plus grande partie de sa vie à servir les autres. D'autant que Robert Lagareste fut élu dans l'équipe de Victor Mendiboure il y a plus de trente ans et qu'ils avaient l'un pour l'autre une sérieuse estime. Il y a-t-il là une relation de cause à effet?

«**Embaucher sans risque ? C'est possible depuis le 4 août** »

En ouvrant, mardi 30 août, leur boîte aux lettres électronique, plus d'une centaine de milliers de dirigeants de petites entreprises ont pu lire un message commercial dont voici quelques extraits :

*"Madame, Monsieur,
profitez du nouveau dispositif
« contrat nouvelles embauches (CNE) ». Embaucher sans
risque ! C'est possible depuis le 4 août !
Profitez-en ! Des procédures d'embauche et de rupture
simplifiées et sans contrainte ! – La rupture du contrat
par simple lettre recommandée ; - une période de
préavis limitée à 2 semaines au cours des 6 premiers
mois ; - une indemnité de rupture de contrat bien plus
légère pour l'employeur. Votre recrutement à partir de
4000 euros seulement ! "*

Le fournisseur de cette "offre packagée" selon les termes de l'annonce, n'est autre que le cabinet Michaël Page International, numéro 1 en France sur le marché du recrutement des cadres, dont l'objectif est justement d'étendre ses activités aux PME. C'est ahurissant, mais combien révélateur, les chômeurs apprécieront !!!

Révision du PLU

UN DOCUMENT BÂCLÉ

Trois modifications importantes du Plan Local d'Urbanisme (PLU), ont fait l'objet d'une enquête publique pendant l'été. Dans la plus grande discrétion et moins d'un an après son adoption mouvementée. Cette révision en catimini apporte la preuve par trois que ce PLU était un document bâclé.

SOUTIEN A PS ANGLET

Ce bulletin est édité par la section du Parti Socialiste d'Anglet. Vous partagez notre combat pour la justice sociale et la démocratie locale : Vous pouvez nous aider en nous renvoyant le bon ci-dessous avec un chèque de soutien. Vous bénéficierez sur votre versement d'une réduction d'impôt de 60 % : un reçu fiscal vous sera adressé en temps opportun. Vous recevrez personnellement les prochains bulletins.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Facultatif :

n° tél.

E-mail :

Oui je soutiens le PS Anglet et vous adresse un chèque de.....€

à l'ordre de A.D.F.P.S. Chèque à adresser à :
Claude Geneste, Trésorier de section PS

Les gondoles d'Anglet

Quand on fait ses courses dans les grandes surfaces angloises on peut constater qu'elles semblent oublier les règles de sécurité au profit du chiffre d'affaire. C'est ainsi par exemple que l'allée centrale qui doit faire 2,40 mètres de large est encombrée de gondoles qui constitueraient des obstacles infranchissables en cas d'évacuation d'urgence. Qu'en pense la commission départementale de sécurité ? Et l'adjoint au Maire en charge de la sécurité ?

Poste de Blancpignon (suite) CONFORTER SON ACTIVITÉ

La réduction des horaires du bureau de la Poste de Blancpignon est inacceptable d'autant que comme l'affirme Jean Espilondo, son activité pourrait être optimisée.

En effet ce bureau est idéalement placé pour subvenir non seulement aux besoins des quartiers de Blancpignon et de Montbrun mais encore de toute l'avenue de l'Adour jusqu'à la Barre. Pour ce faire il faut le sortir de sa semi clandestinité. Pour cela il faut informer clairement l'ensemble des habitants de ces quartiers de son existence et de son intérêt pratique grâce au parking qui le jouxte. La Poste pourrait elle-même se charger de cette publicité dans l'ensemble des boîtes à lettres concernées et le bulletin municipal relayer cette initiative. Une signalétique précise pourrait être installée afin d'indiquer clairement la manière de s'y rendre.

Voilà le meilleur moyen de désengorger le bureau central et celui des Cinq Cantons.

L'action de la Poste serait ainsi répartie harmonieusement sur l'ensemble du territoire de notre commune.

Vous conviendrez que la logique de cette proposition est imparable, à la Poste de s'y rallier, à M. Villenave de l'appuyer fortement, à moins d'être complice d'une "fermeture annoncée".

ADHESION AU PARTI SOCIALISTE

J'adhère au parti socialiste et souhaite rejoindre la section d'Anglet :

NOM :

Prénom :

Adresse :

Facultatif :

n° tél.

E-mail :

A adresser à

Guy Mondorge, Secrétaire de section PS
Allée l'Aouyé - 64600 ANGLET

LA DESSERTE DE BABY-RELAX

LA SECURITE N'EST PAS ASSUREE



Un raccordement au B.A.B. qui ne remplit pas toutes les conditions de sécurité

Le feuilleton est-il terminé ?

M. Lasserre, Président du Conseil Général, ami politique et personnel de M. Villenave, a finalement accordé au promoteur du centre d'affaire Erdian (ex BABY-RELAX) l'autorisation de se raccorder au boulevard du BAB. Les travaux sont en cours. La sécurité risque d'en souffrir.

Dans un article de SUD-OUEST du 7 juin dernier, M. LASSERRE expliquait que pour répondre à la demande pressante du Maire, il avait lancé une étude afin de rechercher pour ce raccordement une solution respectueuse de l'environnement et des règles de sécurité. Il indiquait que cette étude préconisait d'éviter les sorties directes sur la route et d'utiliser les giratoires existants. Et il concluait : « Je donnerai donc des autorisations sur des systèmes de desserte **de rond-point à rond-point**, pour apporter toutes les garanties de sécurité nécessaires. Cette option impliquera donc la réalisation de contre-allée. » Nous nous étions alors réjouis dans un communiqué de presse de cet engagement qui répondait à nos préoccupations concernant la sécurité.

Las ! Il y a loin de la coupe aux lèvres et le raccordement en cours de construction ne correspond pas à cet engagement. Les véhicules se rendant à Erdian sortiront du BAB par une bretelle de raccordement à 150 mètres du rond-point de Bahinos (magasin LECLERC) donc à **un endroit où la vitesse des véhicules est de nouveau maximum**. Ils rejoindront le BAB juste avant le rond-point de Hausquette. La longueur des « sifflets de raccordement » (sortie et entrée sur le BAB de la bretelle), sera **inférieure aux valeurs de sécurité** préconisées pour ce type de voirie.

Toutes les conditions de sécurité ne sont donc pas réunies.

Il faut reprendre le dossier !

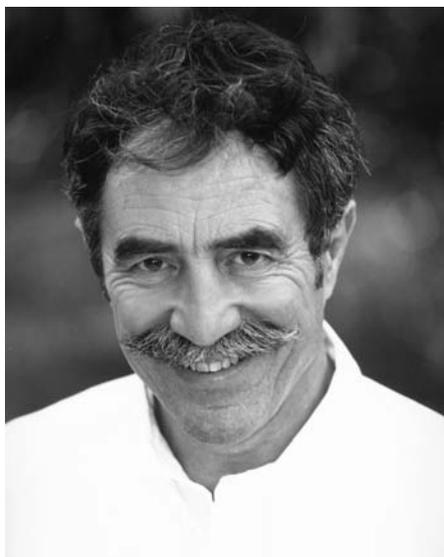
Chacun comprend le soulagement des commerçants qui ont acheté un lot au centre d'affaire ERDIAN, parce que le promoteur leur avait abusivement promis une sortie sur le Boulevard du BAB. Dès que nous avons découvert les travaux engagés illégalement sur le BAB nous les avons prévenus de notre action avec l'espoir qu'ils ne seraient pas encore engagés dans cette galère. Pour eux, l'affaire est close.

Mais la solution actuellement retenue ne saurait être que provisoire. Il est indispensable d'engager dès maintenant les études et les acquisitions foncières permettant de réaliser une vraie contre-allée qui, allant du giratoire de Bahinos à celui de Hausquette, sécuriserait tous les accès, y compris ceux du centre commercial BAB 3000. Le Conseil Général y est-il prêt ? Cela suppose une concertation approfondie avec les riverains. Car nous partageons aussi l'inquiétude des habitants du lotissement **les Bois de Florence** qui craignent de subir une pollution sonore encore plus forte et nous demandons avec eux la réalisation d'un mur anti-bruit.

Un boulevard urbain ?

En outre, les commerçants installés tout au long du BAB, et à qui on a interdit l'accès direct sur le boulevard (pour certains on a même fermé l'accès qu'ils avaient auparavant), ne comprendraient pas que l'on accorde ici ce qu'on refuse là. Les travaux de raccordement d'Erdian au boulevard du BAB signifient-ils que **le Conseil Général s'engage dans la requalification de toute la voie rapide avec réalisation de contre-allées ?** Dans le cas contraire on pourrait s'interroger sur ce qui motive l'exception Erdian.

Jean Espilondo a écrit dans ce sens à Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil Général, il attend toujours la réponse.



Jean ESPILONDO

Conseiller Général d'Anglet Nord

Conseiller Municipal

Ancien Député

répond à vos questions.

■ **Il y a peu un bulletin de l'UMP locale vous attaque personnellement, comment réagissez-vous ?**

J'ai été très étonné par leur mesquinerie, et leur virulence. D'autant plus que j'ai eu jusqu'à ce jour des relations plutôt courtoises avec les responsables de ce parti.

J'estime pour ma part que dans un débat démocratique qui respecte les valeurs républicaines, je peux avoir des adversaires mais nullement des ennemis.

■ **Dès lors, comment expliquez-vous ces attaques ?**

A bien y réfléchir, il ne peut y avoir que deux explications :

La première est éminemment politique. L'UMP est aujourd'hui prise dans la nasse. Elle est coincée au plan local et notamment à Anglet dans des alliances contradictoires et contre nature entre l'UDF de François Bayrou, fortement opposé au gouvernement, et les nationalistes basques. Si l'on regarde les répartitions des postes d'adjoint, on s'aperçoit que les responsabilités essentielles sont assurées par l'UDF (ou associés) et par des nationalistes.

■ **Et la deuxième ?**

La deuxième découle logiquement de la première. L'UMP doit en plus assumer les échecs et les décisions anti-sociales du gouvernement Raffarin et maintenant Villepin.

Le parti socialiste n'a de cesse de dénoncer la véritable casse sociale à laquelle se livre le gouvernement, l'U.D.F. en fait de même mais sur un autre registre.

■ **Ne pensez-vous pas aussi que la campagne électorale des municipales est en quelque sorte lancée ?**

C'est vrai. À l'évidence, les responsables de l'UMP ont déjà lancé, à leur manière, la campagne électorale. Curieusement, ils partent de très loin comme s'ils se sentaient en position de challenger. A moins qu'ils veuillent faire oublier leurs alliances municipales. Il doit encore rester quelques gaullistes à l'UMP.

■ **Que comptez-vous faire ?**

Garder le cap sans répondre aux provocations. Je reste sur ma ligne de conduite : refuser les débats subalternes et les controverses politiciennes. Je n'ai qu'un objectif : répondre aux besoins anglois et aux aspirations des citoyens dans leur ensemble.

■ **Et dans l'immédiat ?**

Dans l'immédiat, des dossiers lourds nous occupent. Comme vous l'avez vu dans ce numéro. D'autres nous attendent.

Avec mes amis de la section locale du PS, nous sommes et nous restons mobilisés afin d'éviter, au quotidien, de graves désagréments aux Anglois. Mais, croyez-moi, nous préparons aussi et avec détermination les futurs combats.

www.ps-anglet.com

Pour en savoir plus, consultez le site du PS d'Anglet : www.ps-anglet.com

Vous y trouverez, par exemple, le précédent numéro de "PS ANGLET", et certaines interventions des élus socialistes.